

الشبكة العالمية
للحقوق الاقتصادية
والاجتماعية والثقافية



ESCR-Net
Red-DESC
Réseau-DESC

LA DETTE EST UN MOYEN NON VIABLE ET ILLÉGITIME DE VOLER L'AVENIR DE MILLIONS DE PERSONNES

[#ClaimOurFuture](#) [#AnnulezLaDette](#)



Les pays du Sud se trouvent de plus en plus souvent en situation de surendettement. Le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les créanciers privés exigent à nouveau que nos pays priorisent le remboursement de la dette au détriment des services publics et des droits humains. De plus, ils profitent des crises de la dette pour imposer des réformes économiques et sociales conformes aux intérêts des entreprises et du secteur financier. Les membres du Réseau-DESC se sont unis avec des alliés et des mouvements pour s'opposer à ces politiques néolibérales d'exploitation qui sapent les services de santé publics, limitent les ressources nécessaires pour faire face aux conséquences croissantes du changement climatique et accroissent la précarité pour tous les travailleurs, ayant un impact disproportionné sur les populations pauvres et les femmes de la classe ouvrière. **Il est temps de mobiliser nos forces et de développer des stratégies collectives ainsi que des revendications communes en vue d'un changement transformateur.**

Nos exigences en matière de dette, de soins et de justice climatique :

Le FMI à la Banque mondiale :

- Annuler les dettes illégitimes et insoutenables, notamment celles des pays à faible et moyen revenu, en garantissant que toutes les politiques de prêt et les garanties accordent la priorité aux obligations en matière de droits humains et de protection de l'environnement.
- Démocratiser le processus de gestion de la dette en assurant la transparence, la responsabilité et la gouvernance démocratique, notamment la participation significative des communautés et des organisations de la société civile affectées.
- Mettre fin aux conditionnalités préjudiciables ; le Fonds monétaire international et les autres créanciers internationaux devraient s'abstenir d'imposer des mesures d'austérité et des politiques néolibérales qui ont un impact négatif sur les pays pauvres. Cela comprend la dévaluation des monnaies et les ajustements structurels tels que l'augmentation des impôts régressifs, la réduction des dépenses publiques et la diminution des protections du travail.

Gouvernement/État :

- Promouvoir des modèles économiques alternatifs axés sur la solidarité, la coopération, le mutualisme et l'économie participative, qui reconnaissent la valeur sociale des soins et d'autres formes de travail, ainsi que le bien-être collectif des individus et de la nature.
- Établir une justice fiscale en élargissant la base fiscale pour résoudre les déficits budgétaires grâce à des systèmes fiscaux progressifs. Mettre fin aux échappatoires fiscales, notamment en supprimant les avantages fiscaux accordés aux grandes entreprises, instaurer des impôts sur la fortune et soutenir les initiatives mondiales visant à éliminer les flux financiers illicites et à fermer les paradis fiscaux.
- Éliminer les garanties souveraines des partenariats public-privé.
- Mettre un terme à l'influence des entreprises sur les institutions gouvernementales et les prises de décision visant à protéger les droits humains, et réglementer les acteurs du monde des affaires pour garantir le respect des droits humains dans les pays d'origine et d'accueil.
- Accorder la priorité aux droits humains et à la préservation de l'environnement plutôt qu'aux intérêts étroits des entreprises dans les plans de relance économique nationaux et internationaux, en favorisant des économies axées sur les soins et la régénération, qui favorisent une véritable égalité et la transition équitable des énergies fossiles vers des sources sans carbone.

Le Réseau-DESC - Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels – est un réseau dirigé par ses membres, qui relie plus de 300 mouvements sociaux, groupes de peuples autochtones, organisations de défense des droits humains et défenseur.e.s des droits humains de 76 pays. Depuis 2003, le réseau offre aux membres un espace où ils peuvent relier leurs luttes à travers les régions pour relever les défis systémiques, notamment l'impact néfaste de la crise mondiale de la dette sur les droits humains et l'influence croissante des entreprises et des élites économiques dans les politiques et autres espaces de prise de décision.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux @ESCR-Net



Inscrivez-vous à notre newsletter: <https://escr-net.ink/newsletter>



Scannez ce code pour en savoir plus sur notre travail collectif.